

## D'UN SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Articles L.223-1 à L.223-9, L.251-1 à L.255-1 et L. 613-13 du code de la sécurité intérieure - décret d'application n°96-926 du 17 octobre 1996

<p><b>Veillez indiquer dans la case ci-après le numéro du département de la préfecture compétente (il s'agit du département dans lequel vous souhaitez installer votre système de vidéoprotection sauf s'il s'agit d'un système en réseau couvrant plusieurs départements auquel cas vous devez saisir la préfecture du département où est installé le siège social).</b></p>	6	1	<b>PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION</b>
<b>1 - NATURE DE LA DEMANDE</b>			
<input checked="" type="checkbox"/> Demande d'autorisation d'un nouveau système			<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">DATE D'ARRIVEE :</div>
<input type="checkbox"/> Modification d'un système autorisé	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">N° de dossier</div>		<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">RECEPISSE DELIVRE LE :</div>
<input type="checkbox"/> Demande de renouvellement d'un système autorisé	<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">N° de dossier</div>		<div style="border: 1px solid black; padding: 2px;">DATE DE LA DECISION :</div>

## 2 - IDENTITÉ DU DÉCLARANT

Nom de naissance : LEROUX  
Prénom : Sébastien  
Dénomination de la collectivité territoriale ou la raison sociale de l'établissement ou de l'entreprise : Commune de Putanges-Le-Lac  
Eventuellement nom usuel ou sigle (si différent de la raison sociale) :  
Activité : collectivité territoriale

Adresse : Numéro de voie    Extension (bis, ter...)    Type de voie (rue, av...)    Nom de la voie  
Place de la Mairie

Code postal : 61210    Commune : Putanges-Le-Lac  
Téléphone : 02 33 35 00 25    Télécopie :  
Nom de la personne à contacter pour la mise à disposition des images aux forces de l'ordre : LEROUX  
Téléphone : 02 33 35 00 25

### 3 - INFORMATIONS GÉNÉRALES ET FINALITÉ DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION

**a) Informations générales**  
**Horaires d'ouverture** (pour les établissements ouverts au public) : DU LUNDI AU VENDREDI de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 LE SAMEDI DE 9h00 à 12h00  
**A préciser le cas échéant**, (descriptions des éventuelles agressions survenues ou risques à prendre en compte) :  
 Volonté de réduire les incivilités, les atteintes aux personnes et aux biens.

**b) Finalité du système** (veuillez cocher la ou les cases correspondantes) :

<input checked="" type="checkbox"/> Sécurité des personnes	<input checked="" type="checkbox"/> Protection des bâtiments publics	<input type="checkbox"/> Prévention des fraudes douanières
<input type="checkbox"/> Secours à personnes - défense contre l'incendie	<input type="checkbox"/> Régulation du trafic routier	<input type="checkbox"/> Régulation flux transport autres que routiers
<input type="checkbox"/> préventions risques naturels ou technologiques	<input type="checkbox"/> Lutte contre la démarque inconnue	<input type="checkbox"/> Constataion des infractions aux règles de la circulation
<input type="checkbox"/> Défense nationale	<input type="checkbox"/> Prévention d'actes terroristes	<input type="checkbox"/> Autre (préciser) : .....
<input checked="" type="checkbox"/> Prévention des atteintes aux biens	<input type="checkbox"/> Prévention du trafic de stupéfiants	

#### 4 - LOCALISATION DU SYSTÈME DE VIDÉOPROTECTION (Veuillez renseigner uniquement une des deux rubriques ci-dessous)

[illegible]

## 5 - CARACTÉRISTIQUES DU SYSTÈME

Délai de conservation des images (exprimé en jours) : 15 (Indiquez un nombre compris entre 0 et 30)  
(la durée maximale est de 30 jours)

Existence d'un système de retransmission des images : ☒ oui ☐ non

si oui, veuillez cocher la case correspondante ci-dessous

Retransmission en temps réel : ☐

Retransmission en temps différé : ☐

Le système de vidéoprotection est-il mis en place par un installateur certifié ? ☐ oui ☒ non

si oui, veuillez indiquer ci-dessous le nom de cet installateur ou de cette société d'installation ainsi que son numéro de certification.

Nom de l'installateur ou de la société : Procédure publique d'appel d'offre en cours

Numéro de certification

Cet installateur vous a-t-il remis une attestation de conformité aux normes techniques définies par l'arrêté du 3 août 2007 ? ☒ oui ☐ non

Si l'installateur n'est pas certifié, veuillez joindre un questionnaire précisant les caractéristiques techniques du dispositif et sa conformité aux normes techniques définies par l'arrêté du 3 août 2007 (cf notice).

## 6 - PERSONNES HABILITÉES À ACCÉDER AUX IMAGES :

NOM : LEROUX Prénom : Sébastien Fonctions : Maire  
NOM : GAUIN Prénom : Sylvain Fonctions : 1er Adjoint  
NOM : GUILLOUET Prénom : Jeanne Fonctions : 2ème Adjoint  
NOM : PITEL Prénom : Jean-Louis Fonctions : 3ème Adjoint

Une de ces personnes habilitées relève-t-elle d'une société privée délégataire ? ☐ oui ☒ non

si plus de quatre personnes, vous pouvez adresser (par courrier ou sous forme électronique) une liste complémentaire.

ALBERTIN Ludovic DGS

## 7 - TRAITEMENT DES IMAGES (cette rubrique n'est à renseigner que si les images font l'objet d'un traitement dans un lieu différent de celui de l'implantation du système et/ou par une personne autre que la responsable du système)

Adresse du lieu de traitement à renseigner ci-après :

Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal Commune

Si ce traitement est effectué par un service, veuillez indiquer ci-après le nom du service :

Si ce traitement est effectué par une personne, veuillez indiquer ci-après ses noms et prénoms :

## 8 - SÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ

(nous vous remercions de décrire ci-dessous les mesures adoptées pour assurer la confidentialité des images)

Mesures prises pour contrôler l'accès au poste central de surveillance (par exemple code d'accès, porte blindée, accès contrôlé...) :

Si existence d'un système d'enregistrement :

Mesures pour la sauvegarde et la protection de ces enregistrements :

dans un local sécurisé par une porte renforcée et un contrôle d'accès

Modalités de destruction des enregistrements :

## 9 - MODALITÉS D'INFORMATION DU PUBLIC

Veuillez indiquer ci-après le nombre d'affiches ou de panneaux d'information (cf notice)

Précisez la (ou les) localisation(s) de cet affichage : Entrée du village et mairie

## 10 - SERVICE (OU PERSONNE) AUPRÈS DUQUEL S'EXERCE LE DROIT D'ACCÈS

Nom : LEROUX Prénom : Sébastien Fonction de cette personne : Maire

ou service responsable : La Mairie

Téléphone : 02 35 36 02 25

Veuillez renseigner ci-après l'adresse de cette personne ou de ce service :

Numéro de voie Extension (bis, ter...) Type de voie (rue, av...) Nom de la voie Code postal Commune

Place de la Mairie 81210 PUTANGES-LE-LAC

Fonction habilitant le déclarant à signer : Monsieur LE MAIRE

Le signataire s'engage à se conformer aux articles du code de la sécurité intérieure relatifs à la vidéoprotection.

SIGNATURE ET CACHET :

Date : 14/02/2022



**Questionnaire de conformité d'un système de vidéoprotection à l'arrêté du 3 août 2007  
portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection.**

Je soussigné(e) LEROUX Sébastien  
certifie par la présente que le système de vidéoprotection pour lequel j'ai sollicité une autorisation en  
date du 14/02/2022, installé par (La société retenue à l'issue de l'appel d'offre  
est conforme aux dispositions de l'arrêté du 3 août 2007.  
Fait à Putanges-Le-Lac, le 17/02/2022



**Caractéristiques du système (veuillez cocher les cases appropriées) :**

**1**

**Caractéristiques générales :**

**a. Nombre de caméras :**

☐ moins de 8 caméras      ☒ 8 caméras ou plus

**b. Mode de fonctionnement du système :**

- ☒ Le système comporte des caméras à plan large (destinées à une compréhension des situations)  
et des caméras à plan étroit (susceptibles de permettre une reconnaissance des individus)  
☐ Le système ne comporte que des caméras à plan large  
☐ Le système ne comporte que des caméras à plan étroit

**Mode d'enregistrement des images :**

**a. Le stockage des images est-il ?**

Analogique ☐      Numérique ☒

**b. Possibilité de déterminer la caméra ayant filmé une scène :**

Possible sur les enregistrements eux mêmes ☒  
Possible grâce à un journal ☒  
Non prévu ☐

**c. Existe-t-il un journal gardant la trace des opérations effectuées sur les flux vidéo (export, modification, suppression)**

Oui, journal manuel ☐  
Oui, journal généré automatiquement sous forme électronique ☒  
Non ☐

**2**

**3**

**Questions relatives à la qualité des images :**

**a. La résolution des images en plan étroit (à l'exclusion de celles de régulation du trafic routier) est-elle toujours supérieure ou égale à 4 CIF (704 x 576 pixels) et le nombre d'images supérieur ou égal à 12 images/s**

☒ Oui      ☐ Non

**b. La résolution des autres images est-elle toujours supérieure ou égale à 1CIF (352 x 288 pixels) et le nombre d'images supérieur ou égal à 6 images/s ?**

☒ Oui      ☐ Non

**Transmission des images aux forces de police :**

**a. Les images peuvent-elles être exportées sans dégradation de leur qualité ?**

Oui ☒      Non ☐

**b. Dans le cas de systèmes numériques, si le format de codage des images n'est pas standard et libre de droits, le titulaire a-t-il prévu de fournir gratuitement à l'administration en cas de réquisition judiciaire, un système de lecture (ou une licence si le produit peut être installé) sur un PC standard) permettant de lire les enregistrements et d'effectuer les principales opérations de visualisation**

Oui ☒      Non ☐

**4**